

<http://www.ujfp.org/spip.php?article5717>



"Gaza - À l'origine de la crise humanitaire, un crime politique." Une lumière pour les nations...

UJFP

UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -
Date de mise en ligne : mercredi 28 juin 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

À Gaza, une population civile assiégée depuis dix ans, et à bout de souffle, tente de survivre et résiste. Le gouvernement israélien a choisi le 11 juin dernier d'arrêter la fourniture d'électricité qu'il accorde à ce territoire à la demande de Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité Palestinienne.

Dans les "bons jours", les deux millions de Palestinien-ne-s qui peuplent l'étroite bande de terre n'ont quotidiennement accès à l'électricité que pendant 4 à 8 heures. La majorité de leur approvisionnement dépend du bon vouloir d'Israël, tandis qu'une partie non négligeable provient de l'Égypte. Seule 25 % est produite localement. Ou plutôt était produite localement, depuis l'arrivée à terme à la mi-avril d'un accord entre la Turquie et le Qatar qui assurait la livraison de fioul vers l'unique centrale électrique gazouie.

On peine à imaginer ce que signifie un accès encore plus restreint à l'électricité, tant les conséquences sont atroces : les hôpitaux ont cessé d'être en capacité de fournir la plupart des traitements nécessaires ; les systèmes de purification d'eau ne sont plus en mesure de fonctionner, ce qui ne peut qu'aggraver la pénurie d'eau potable. C'est un véritable désastre humain, dont les responsabilités sont aisément identifiables, qui se déploie à Gaza.

Israël puissance occupante, qui contrôle l'ensemble des espaces terrestres maritimes et aériens, entre et sort de ce territoire à sa guise, en accédant à la demande de l'Autorité palestinienne de baisser de 40 % l'alimentation en carburant de Gaza porte l'écrasante responsabilité de la crise humanitaire qui n'en finit pas de sévir. La pathétique stratégie anti-Hamas, au mépris du sort de la population civile achève de décrédibiliser, voire de délégitimer au regard même des Palestiniens, une Autorité palestinienne enfermée dans la coordination sécuritaire avec Israël. Son absence totale d'« autorité » précisément n'en fait qu'un faible collaborateur du maître de toutes les décisions entre la mer et le Jourdain : Israël.

Quant à l'Union européenne et ses États membres, ils ont une fois de plus, préféré regarder ailleurs. Même la Haute représentante de l'UE Federica Mogherini n'a rien trouvé à redire aux coupes israéliennes affectant de façon dramatiques la population civile.

Peu importe donc à la communauté internationale, le massacre qui pourrait résulter de cette catastrophe humanitaire savamment orchestrée. Ainsi que l'écrit Gideon Lévy dans Haaretz ([Gaza : en route vers un nouveau massacre pire que les précédents](#)) : « **Une heure supplémentaire chaque jour sans électricité à Gaza, et ce sera le signal : des roquettes Qassam. Israël, une fois encore sera la victime, et le massacre commencera.** »

Un accord a été conclu *in extremis* avec le gouvernement égyptien le 21 juin pour qu'une quantité de fioul nécessaire à la remise en fonctionnement de la centrale électrique soit livrée dans les plus brefs délais - ce qui devrait quelque peu alléger le fardeau des Gazaoui-e-s. Mais le silence de la communauté internationale devant l'abominable comportement de celui qu'elle considère comme un état démocratique en dit long sur le sens même du mot démocratie dans nos contrées bien éclairées.

L'UJFP condamne avec fermeté le cynisme meurtrier du gouvernement israélien qui agit une fois encore dans la plus parfaite impunité et le silence complice de l'Europe, et tient à apporter toute sa solidarité aux Palestinien-ne-s de Gaza.

Le Bureau national de l'UJFP, le 25 juin 2017